



DECLARATION LIMINAIRE - CHSCT du 22 mars 2013

Monsieur le Président,

En CHSCT Ministériel, le 18 décembre dernier, **FO** Finances fustigeait la diminution des moyens de fonctionnement, les suppressions d'emplois, les restructurations permanentes, l'organisation du travail, qui ne cessent d'aggraver les conditions de travail des agents. Il s'ensuit que la souffrance au travail augmente encore, comme l'attestent depuis des années les rapports annuels de tous les Médecins de Prévention et des Inspecteurs Santé Sécurité au Travail (ISST), à l'instar de ceux qui nous sont présentés aujourd'hui.

Les agents des accueils subissent de plus en plus d'incivilités, d'agressions ; les espaces de travail se réduisent faute de moyens budgétaires.

Comment oser faire des conditions de travail une priorité quand les suppressions d'emplois se poursuivent aveuglément depuis des années ?

Comment oser faire des conditions de travail une priorité quand le budget-peau de chagrin de la DDFiP en 2013 devrait encore baisser ?

Faudra-t-il dresser la liste des conditions de travail inadmissibles que les agents subissent ?

De plus, aucune reconnaissance, quand les plans de qualification deviennent un problème, quand le point d'indice est gelé, quand les fonctionnaires deviennent coupables d'être trop malades, quand l'harmonisation indemnitaire (par le haut, cela va sans dire) fait figure d'arlésienne dans cette fusion qui laisse de plus en plus perplexes les agents de la DGFIP.

FO exige une véritable politique ministérielle Santé, Sécurité au Travail avec de vrais moyens. **FO** rappelle à bon entendeur le nécessaire engagement de notre Direction Générale, indispensable compte tenu de l'obligation de sécurité qui est une obligation de résultat (la jurisprudence applicable, parle clairement « *d'obligation de sécurité de résultat* »), sans compter la responsabilité pénale du chef de service du fait de son obligation d'assurer la santé et la sécurité des agents placés sous son autorité.

Parce que tout cela n'est plus possible, la section de FO Finances Vaucluse revendique et exige :

- des moyens importants de prévention et d'action,
- un DUERP informatisé, tenu à jour et suivi d'effets,
- un budget en phase avec les besoins du réseau,
- l'arrêt des suppressions d'emplois.